

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Marché S262025

- Maintenance des équipements de lutte et de protection contre l'incendie de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort -

Cahier des Clauses Particulières

Sommaire

1 OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2 OBJET DU MARCHE	3
1.3 EXCLUSIVITE ET CAS DE RECOURS A DES TIERS	3
1.4 ALLOTISSEMENT	3
1.5 LIEU D'EXECUTION	4
1.6 PROCEDURE DE PASSATION.....	4
1.7 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
1.8 INTERVENANTS	5
2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE	5
2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHE	5
2.2 NATURE DE LA PRESTATION	6
2.3 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE	67
2.4 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	7
3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	78
3.1 DUREE DU MARCHE	78
3.2 RECONDUCTION ANTICIPEE.....	8
3.3 PRESTATIONS SIMILAIRES	8
4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
4.1 PRIX DU MARCHE	8
4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT	10
5 RÉALISATION DES PRESTATIONS	12
5.1 CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS	12
5.2 DELAIS D'INTERVENTION	13
5.3 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
5.4 VERIFICATION DES PRESTATIONS	1617
5.5 CLAUSE DE REEXAMEN	18
6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	18
7 LITIGES ET SANCTIONS	20
7.1 PENALITES	20
7.2 AUTRES STIPULATIONS	2021
8 FIN DU MARCHE	21
9 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	2122

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public d'enseignement et de recherche sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire ~~et de la Forêt~~. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustranville Goustranville 14430 Dozulé
--	--

1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de maintenance préventive et curative des équipements de lutte et de protection contre l'incendie de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort.

Le nombre indicatif d'extincteurs, de BAES, de bouches à incendie et d'exutoire de fumées est défini en annexe du présent document.

A l'entrée de marché, le titulaire effectue une mise à jour de l'inventaire existant à partir d'un fichier EXCEL fourni par l'EnvA.

Le marché comprend accessoirement l'achat de housses d'extincteurs, de BAES neufs, d'extincteurs neufs et de boîtiers de télécommande d'éclairage de sécurité neufs. La décision de l'installation de ces équipements ainsi que la livraison de housses d'extincteurs relèvent de l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Le marché intègre également la satisfaction de besoins ponctuels tels que la demande par le pouvoir adjudicateur de recharger les extincteurs percutés ainsi que la reprise d'extincteurs périmés.

Enfin, le titulaire du marché apporte, grâce à ses connaissances professionnelles, une prestation de conseils, toutes les fois que cela est possible et nécessaire, afin de garantir, aux deux sites, la meilleure qualité et efficacité possible.

1.3 EXCLUSIVITE ET CAS DE RECOURS A DES TIERS

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations à bon de commande objet du marché.

En effet l'acheteur se réserve le droit de commander à un autre prestataire des produits dont le titulaire n'est pas en mesure d'assurer la disponibilité et la livraison dans un délai raisonnable et/ou pour lesquels les prix appliqués par le titulaire sont supérieurs de 15% aux conditions économiques pratiquées par la concurrence ou semblent manifestement inacceptables.

1.4 ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti de la façon suivante :

- Lot n°1 : Maintenance des extincteurs et BAES du site de Maisons-Alfort
- Lot n°2 : Maintenance des extincteurs et BAES du site de Goustranville
- Lot n°3 : Vérification des bouches à incendie du site de Maisons-Alfort
- Lot n°4 : Maintenance et réparation désenfumage naturel du site de Maisons-Alfort

Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.5 LIEU D'EXECUTION

Le présent marché concerne les deux sites de l'EnvA.

1.6 PROCEDURE DE PASSATION

Appel d'offres ouvert en application de l'Article R2124-2 1° du Code de la commande publique.

1.7 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1.7.1 Pièces particulières :

Les pièces, qui régissent la réalisation des prestations, sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction dans le contenu des pièces, cet ordre prévaut. Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

- L'acte d'engagement (AE) pour chaque lot,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour chaque lot,
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour chaque lot,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et son annexe, commun à tous les lots,
- Le dossier questions / réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques,
- Le cadre de réponse technique complété par le candidat,
- Les éventuelles mises au point et/ ou les éventuels avenants,
- Les actes de sous-traitance agréés postérieurement à la notification du marché.

1.7.2 Pièces générales :

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après C.C.A.G-F.C.S.),
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché,

- L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché et notamment :
 - Norme NF S 61-919 "Maintenance des extincteurs d'incendie portatifs"
 - Règle APSAD R4 "Extincteurs portatifs et mobiles"
 - CNMIS, Guide pour la maintenance des extincteurs mobiles.
 - Règle APSAD R17 « système de désenfumage naturel »
 - La norme NF C 71-830 "Maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité BAES et BAEH ".

Cette liste n'est pas exhaustive.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-F.C.S., la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

1.8 INTERVENANTS

Au sens du présent document :

- le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) qui conclut le marché avec son titulaire ;
- l'EnvA est représentée par le Directeur de l'Etablissement ;
- le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec l'EnvA.

2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHÉ

Chaque marché est un accord-cadre mono-attributaire à prix mixtes en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, sans minimum et avec un maximum établi par période annuelle d'exécution. Il s'exécute au moyen de bons de commande échelonnés et émis au fur et à mesure des besoins pour une partie de la maintenance préventive (Maintenance quinquennale et révision en atelier) et pour la partie maintenance corrective.

Pour le lot 1 - Maintenance des extincteurs et BAES du site de Maisons-Alfort :

- A prix forfaitaire annuel pour sa partie maintenance préventive en application des prix

figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

- A prix unitaires pour sa partie maintenance corrective figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) , dans les limites financière suivantes :

Montant minimum annuel en € HT	Montant maximum annuel en € HT
0 € HT	30 000, 00 € HT

Pour le lot 2 - Maintenance des extincteurs et BAES du site de Goustranville :

- A prix forfaitaire annuel pour sa partie maintenance préventive en application des prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- A prix unitaires pour sa partie maintenance corrective figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU), dans les limites financière suivantes :

Montant minimum annuel en € HT	Montant maximum annuel en € HT
0 € HT	10 000, 00 € HT

Pour le lot 3 - Vérification des bouches à incendie du site de Maisons-Alfort :

A prix forfaitaire annuel pour sa partie maintenance préventive en application des prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),

Pour le lot 4 - Maintenance et réparation désenfumage naturel du site de Maisons-Alfort

- A prix forfaitaire annuel pour sa partie maintenance préventive en application des prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- A prix unitaires pour sa partie maintenance corrective figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU), dans les limites financière suivantes:

Montant minimum annuel en € HT	Montant maximum annuel en € HT
0 € HT	20 000, 00 € HT

Les quantités reprises dans la décomposition du Prix Global et Forfaire (DPGF) de chacun des lots régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées ne seraient pas atteintes.

2.2 NATURE DE LA PRESTATION

Les prestations relèvent d'un marché de services courants.

2.3 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de

commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au marché,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximaux de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La date d'expiration du marché constitue la date limite d'émission des bons de commande.

En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans un délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

2.4 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

Après émission d'un bon de commande, l'EnvA peut en interrompre l'exécution, il en informe le titulaire par mail. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'EnvA, les frais en découlant sont à la charge de l'EnvA sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

3 DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une durée d'un an, renouvelable tacitement par période d'un an,

trois fois, sans excéder la durée totale de 4 ans. La non-reconduction annuelle de l'accord-cadre s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché. La durée du marché court à compter du 09/10/2025.

3.2 RECONDUCTION ANTICIPEE

Si le montant maximum est atteint (ou sur le point d'être atteint et que le montant disponible restant ne permet pas d'émettre une nouvelle commande) avant la fin de la durée de validité de la période d'exécution considérée, le pouvoir adjudicateur peut, le cas échéant, notifier au titulaire une reconduction anticipée du marché.

3.3 PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions de l'article R2122-7 du CCP, l'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 PRIX DU MARCHE

4.1.1 Nature des prix

Les prix du marché sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) et le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

- Le prix de la maintenance préventive (déplacement, pose et main d'œuvre inclus) est basé sur les tarifs forfaitaires indiqués dans la DPGF ;
- Le prix de la maintenance corrective est basé sur les tarifs unitaires indiqués dans le BPU.

4.1.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes la première année. A partir de la 2ème année, les prix du marché sont révisables annuellement, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire du marché par application de la formule de variation.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

La formule de variation utilisée est la suivante :

$$P = P(0) \times [001565195(n) / 001565195(0)]$$

P= Prix révisé

P (0) = Prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (M0) ;

001565195 (n): Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – activités spécialisées, scientifiques, techniques - Valeur de l'indice définitif connu à

la date de la demande de révision de prix ;

001565195 (O) Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – activités spécialisées, scientifiques, techniques Indice « Indice du coût du de la main d'œuvre – industrie mécaniques et électriques - Valeur de l'indice définitif connu du mois de remise des offres (M0).

En cas de remplacement ou d'arrêt d'un indice cité ci-dessous, le nouveau est substitué de plein droit dans les conditions et selon le coefficient de raccordement fixés par l'INSEE. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du marché.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

En cas de révision, un nouveau B.P.U. modifié conformément à l'alinéa précédent, est adressé par le titulaire à la personne publique avant l'application des nouveaux prix.

Du simple fait de cette communication, les documents sont considérés comme certifiés conforme par le titulaire. Ce bordereau constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, postérieurement à cette transmission, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

La proposition de révision des prix est remise obligatoirement contre récépissé, par le titulaire au pouvoir adjudicateur ou est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception postal, moyennant un préavis de deux mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Le tarif pris en considération est celui qui est en vigueur le jour de l'émission du document de commande, à la condition que ce tarif ait été notifié au pouvoir adjudicateur et confirmé par celui-ci.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur formalisée par tous moyens y compris par la seule notification électronique du B.P.U. par le pouvoir adjudicateur.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier aura pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou du prix précédemment révisé.

4.1.3 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.1.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

4.1.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent accord cadre si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année est supérieure de 5 % du prix retenu dans l'avis de notification puis à la date anniversaire du marché.

4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT

4.2.1 Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement

4.2.2 Périodicité des paiements :

La facturation est faite par livraison. Le prix est payé après service fait

4.2.3 Adresse de remise des demandes de paiement :

Le règlement du montant du marché s'effectuera sur présentation de facture sous forme dématérialisée, sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les factures dématérialisées adressées à l'École nationale vétérinaire d'Alfort doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENVA en tant que destinataire de la facture : 199 406 083 00014
- Le code service indiqué sur le bon de commande

Le numéro d'engagement est nécessaire et sera communiqué à notification du marché.

Toute facture non conforme à ces dispositions sera retournée au titulaire, le délai de paiement débutera à compter de la réception d'une demande de paiement conforme.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro1, dédié à la

préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

En plus des mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier
- Le numéro SIRET
- Le numéro du compte bancaire
- La date du marché
- Le numéro de marché
- Le numéro du bon de commande
- Le nom du projet
- La quantité et les références des fournitures ou prestations
- Le montant HT des fournitures livrées ou prestations exécutées
- Le montant TTC en euros des fournitures livrées ou des prestations exécutées
- La date, la référence et le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service le cas échéant
- La date de la livraison effective ou de l'exécution effective.

L'absence de ces références entraînera automatiquement l'impossibilité pour le titulaire de déposer sa facture sur le portail.

Par ailleurs, des références erronées voire fantaisistes feront l'objet d'un recyclage de la part du service facturier dépense à savoir un retour de la facture vers le titulaire.

4.2.4 Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Le délai de paiement peut être interrompu en application des articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

5 RÉALISATION DES PRESTATIONS

5.1 CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS

5.1.1 Conditions d'exécution des prestations :

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les prestations commandées soient exécutées dans le strict respect du CCP, des bons de commande et des plannings d'intervention joints, le cas échéant à ces bons de commandes.

Le titulaire signalera au représentant du Pouvoir adjudicateur, toute difficulté de nature à retarder ou compromettre la bonne exécution des prestations commandées. Ainsi, par dérogation aux articles 3.7.2 et 3.8.2 du CCAG/FCS, s'il estime que les prescriptions d'un bon de commande des observations de sa part, il doit les notifier au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception du bon de commande sous peine de forclusion.

5.1.2 Garantie de continuité des prestations :

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au marché disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du marché. En conséquence le titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;
- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du marché. Si le taux de rotation du personnel du titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, l'acheteur peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit en informer l'acheteur et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans le cas où le titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'acheteur ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce

titre, le titulaire communique à l'acheteur l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

5.2 DELAIS D'INTERVENTION

Pour la bonne réalisation de sa mission, le titulaire est tenu de respecter des délais d'intervention. En outre, il doit assurer une bonne information de l'établissement sur son travail et sur l'évolution du niveau d'entretien et de maintenance des installations. Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

- Délais concernant le calendrier des maintenances préventives :

Un planning prévisionnel d'intervention des opérations de maintenance est adressé au service prévention et sécurité au travail du site de Maisons-Alfort ou au responsable du site de Goustranville dans le mois suivant la date anniversaire du marché. La date et heure(s) d'intervention de maintenance sont fixées d'un commun accord avec les interlocuteurs du site.

- Délais de livraison des extincteurs et des blocs autonomes d'éclairage de sécurité neufs et d'intervention pour la réalisation des besoins ponctuels :

Le titulaire précise dans l'acte d'engagement les délais de livraison et d'intervention.

5.3 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.3.1 Objectif des prestations

La maintenance préventive et curative a pour objectif le maintien opérationnel des équipements de lutte contre l'incendie des différents sites. A cette fin, ces différents matériels doivent être tenus en état de fonctionnement.

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

5.3.2 Définition de la prestation de maintenance préventive des BAES

La maintenance préventive des BAES consiste en une maintenance annuelle destinée à vérifier l'aptitude au bon fonctionnement de l'ensemble des équipements. Les opérations de maintenance préventive sont effectuées selon les 13 points de contrôle prescrits dans la norme C71-830. Cette vérification vise aussi à s'assurer du bon fonctionnement des télécommandes. A la suite de la vérification, une étiquette de maintenance est apposée en partie visible de l'appareil.

A l'issue des prestations de maintenance sur site, le technicien rend compte des difficultés et non-conformités rencontrées et signe les registres de sécurité (1 par bâtiment).

5.3.3 Définition de la prestation de maintenance préventive des extincteurs

La maintenance préventive des extincteurs peut prendre, en fonction de leurs différentes mises en service, les formes suivantes :

- Une maintenance annuelle ;
- Une maintenance additionnelle approfondie (maintenance quinquennale) ;

- Une révision en atelier tous les dix ans (maintenance décennale).

La maintenance préventive annuelle doit être conforme à la norme NF S 61-919

- Un contrôle des dispositifs de sécurité, des scellés, des joints, du fonctionnement du système de commande/ouverture et, le cas échéant, de l'indicateur de pression ;
- L'ouverture de l'appareil à l'exception des extincteurs à CO2 ;
- Un contrôle de l'état et de la quantité de l'agent extincteur, de la cartouche lorsque le modèle en est équipé ;
- Un examen intérieur de l'appareil ;
- Un remontage et l'apposition de nouveaux scellés ;
- Un renouvellement de la charge le cas échéant.

La maintenance préventive quinquennale additionnelle approfondie comprend en plus du contenu de la maintenance :

- La vidange de l'extincteur et le rechargement ;
- L'examen approfondi de l'intérieur de l'appareil, des filetages et des vannes ;
- La vérification du fonctionnement de l'appareil

La révision décennale en atelier consiste en :

- En plus du contenu de la maintenance additionnelle approfondie, un démontage complet ;
- Un essai de pression du corps et de la tête de l'appareil.

Il est signalé que la prestation de maintenance ne comprend, en aucun cas, le remplacement des pictogrammes manquants. Si le titulaire effectue de sa propre initiative cette prestation, l'EnvA ne prend pas en charge financièrement cette prestation.

Toutes les prestations de maintenance doivent être réalisées sur le site dans des lieux appropriés. Le titulaire doit donc être pourvu d'un stock de pièces détachées et consommables correspondant aux équipements à vérifier.

La maintenance corrective a pour objectif de remettre en état l'équipement concerné afin qu'il accomplisse sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

Si le titulaire estime que certaines prestations peuvent seulement être effectuées dans ses usines ou ateliers, le titulaire met à sa charge des moyens de secours temporaires identiques à ceux faisant l'objet de l'échange standard ou de la réparation.

A l'issue des prestations de maintenance sur site, le technicien rend compte des difficultés et non-conformités rencontrées et signe les registres de sécurité (1 par bâtiment).

5.3.4 Définition de la prestation de vérification des bouches à incendie

La maintenance préventive des bouches à incendie est réalisée annuellement selon les prescriptions de la norme NF S62-200. Elle comprend notamment :

- La mesure du débit en régime d'écoulement ;
- La mesure de la pression ;

- Le contrôle de l'étanchéité des joints
- L'état et la manœuvrabilité des robinetteries
- L'état de la vidange
- L'état général

A l'issu de son contrôle, le technicien communique par oral les actions correctives à mettre en place et signe le registre de sécurité.

5.3.5 Définition de la prestation de maintenance préventive et corrective des installations de désenfumage naturel

La maintenance préventive des installations de désenfumage naturel, est réalisée annuellement selon les prescriptions de la norme NF S 61-933 (Système de Sécurité Incendie – Règles d'exploitation et de maintenance désenfumage). Elle comprend notamment :

- Le test du bon fonctionnement des coffrets de commande ainsi que des exutoires de fumées.
- L'essai des dispositifs de déclenchement : tirez-léchez, treuil à manivelle, coffret CO2
- Le remplacement des cartouches de CO2 percutées
- L'apposition étiquette de maintenance désenfumage sur les coffrets, précisant la date de réalisation de la visite

A l'issue des essais le technicien rend compte des non-conformités rencontrées et signe le registre de sécurité (1 par bâtiment).

La maintenance corrective a pour objectif de remettre en état l'équipement concerné afin qu'il accomplisse sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité. Le titulaire propose une solution technique chiffrée par envoi d'un devis à la suite du rapport.

5.3.6 Conditions générales d'exécution

- Dispositif de chantier

Le titulaire doit mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations notamment concernant l'outillage et les équipements de manutention, des moyens d'accès notamment les échelles, les nacelles et les échafaudages, des protections et signalétique des zones d'intervention, des outillages et appareils de contrôle nécessaires à la réalisation des prestations.

Le titulaire fournit tous les produits, ingrédients et petits matériels nécessaires au fonctionnement du matériel.

Lors de toute réalisation de travaux, le titulaire doit prendre toutes les dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité. Il est à souligner que certains bâtiments de l'EnvA bénéficient d'une inscription à l'inventaire du patrimoine, nécessitant de respecter certaines règles de conservation de celui-ci.

- Dispositif de sécurité

Le personnel du titulaire (ou de ses sous-traitants) chargé de la maintenance ou de la livraison ainsi que les véhicules professionnels utilisés pour le déplacement doivent être facilement

identifiables (logo) lorsqu'il se présente à l'entrée de l'établissement. Par ailleurs, dans le cadre des mesures du plan Vigipirate, le titulaire fournit en amont de ses visites, une liste des personnes chargées de la maintenance ainsi que l'identification de leur véhicule.

Dans les bâtiments, le personnel du titulaire doit obligatoirement revêtir une tenue avec un logo permettant d'être identifié facilement par les personnels. Sans cette tenue, l'EnvA interdit toute prestation.

Sur les 2 sites, le personnel titulaire peut être exposé à des risques du fait des activités de l'EnvA. Afin de les prévenir, un plan de prévention sera rédigé chaque année. Il est souligné notamment que le personnel titulaire sera amené à pénétrer dans des zones de biosécurité (soins aux animaux malades) ou des laboratoires de recherche avec des laboratoires de biosécurité. Il devra se conformer aux règles d'habillement qui lui seront indiquées (port de surchausses et surblouse) par l'accompagnant de l'EnvA.

- Stipulations concernant le personnel du titulaire

Pour la réalisation des diverses maintenances, et en particulier celles des extincteurs et des blocs autonomes d'éclairage de sécurité, le titulaire veille à désigner annuellement le même agent. Le soumissionnaire indique dans son mémoire la personne titulaire chargée de la réalisation des maintenances ainsi que son remplaçant. La complexité des locaux et la particularité de l'activité nécessite l'intervention d'un technicien habitué aux interventions en milieu hospitalier et faisant preuve d'autonomie.

Dans le cas où le titulaire désigne le remplaçant pour effectuer la maintenance, il donne à ce personnel, toutes les instructions, les informations et également la formation nécessaire concernant les prestations à entreprendre, notamment pour se situer dans une démarche qualité pour respecter les délais contractuels et toutes les mesures de sécurité.

Par ailleurs, il veille, durant toute la durée du marché, à ce que la tenue et le comportement de ses agents soient toujours corrects et respectueux. Tout agent du titulaire appelé à intervenir sur le site de l'EnvA qui serait la cause de plaintes doit être remplacé immédiatement par le titulaire.

Enfin, le titulaire doit assurer sur les différents sites de l'EnvA, le strict respect du code de la route, des lois et règlements en vigueur sur les conditions de travail et la main d'œuvre étrangère.

5.4 VERIFICATION DES PRESTATIONS

5.4.1 Niveau d'obligation prévu au marché :

Du fait de l'objet du marché le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au marché. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

5.4.2 Opérations de vérification des services :

Le titulaire doit établir un **compte rendu de vérification** au terme de la réalisation de la maintenance comprenant notamment :

- La désignation de l'entreprise intervenante ;
- L'identité de la personne réalisant le contrôle ;
- La date de l'intervention ;
- La date, la durée et la nature des interventions ainsi que toutes observations effectuées au titre de la maintenance ;
- La date, la durée et la nature des travaux, remplacement de pièces, modifications de toute nature apportées au matériel au titre de la maintenance, mise en conformité ou modernisation ;
- La date, la cause des incidents, la consistance des réparations effectuées au titre du dépannage ;
- Des renseignements généraux relatifs à la maintenance réalisée.

Il est précisé que la signature de la personne chargée du suivi de l'exécution du marché vaut seulement certification du passage du titulaire.

Au surplus, il est demandé au titulaire que les interventions donnent lieu à la rédaction de **rapports de maintenance** détaillés, pour chaque site et pour chaque type de maintenance réalisé et par bâtiment. Ces rapports doivent contenir à minima les éléments suivants :

- La localisation et le numéro des équipements contrôlés ;
- La date de mise en service des équipements (pour les extincteurs et BAES) ;
- Le détail du type d'équipement ;
- Le détail de la maintenance réalisée (annuelle, quinquennale...) ;
- La date exacte de la maintenance ;
- L'état des équipements (hors service ou non) ;
- La conformité ou non-conformité de l'équipement à la réglementation en vigueur ;
- Outre l'énoncé d'une non-conformité, une préconisation à réaliser pour y remédier.

Les rapports de maintenance sont remis, dans un délai maximum de 4 semaines à compter de la date d'intervention sous format PDF, par courriel, au responsable du service prévention et sécurité au travail à l'adresse suivante : prevention@vet-alfort.fr. Pour les BAES et les extincteurs, un rapport de maintenance est établi par bâtiment (cf annexe 1). Le titulaire donne accès à un extranet permettant de visualiser les listes des équipements vérifiés, leur localisation exacte et leur état et de télécharger celles-ci en format excel.

La prestation est réputée « réalisée » lorsque les rapports sont reçus par l'EnvA.

5.4.3 Admission et ajournement :

Les rapports qui ne font pas l'objet d'observations particulières, dans un délai d'un mois, sont admis.

5.4.4 Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son

profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après

5.5 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les conditions d'exécution de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- Evolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction ou diminution du volume d'équipements à vérifier. =

- Modification des prix existants : Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

- Changement de dénomination du Titulaire ;

- Changement de coordonnées bancaires.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1.1 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G, le titulaire doit justifier à la notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

6.1.2 DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination

- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

Si nécessaire, il sera procédé aux modifications ci-dessus sans qu'il soit besoin de recourir à un avenant.

6.1.3 OBLIGATION DE VIGILANCE

1) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

6.1.4 REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

6.1.5 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros

TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenu.

7 LITIGES ET SANCTIONS

7.1 PENALITES

Par dérogation à l'Article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est fait application des pénalités ci-après.

Les pénalités peuvent être déclenchées sur simple constatation du fait générateur par le Pouvoir adjudicateur.

- En cas d'absence de transmission du planning d'intervention annuelle par le titulaire dans le mois suivant la date anniversaire du marché, ce dernier encourt 150€ HT par jour de retard ;
- En cas d'absence de transmission des rapports de maintenance par le titulaire dans un délai maximum de 4 semaines à compter de la date d'intervention, ce dernier encourt 150 € HT par jour de retard ;

7.1.1 PENALITE POUR RETARD : SEUIL D'EXONERATION

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

7.1.2 PENALITES POUR RETARD : PLAFONNEMENT DES PENALITES

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

7.2 AUTRES STIPULATIONS

7.2.1 INFORMATIONS STATISTIQUES

À la demande de l'EnvA et à minima, à chaque date anniversaire d'attribution, le titulaire fournira tous les éléments d'information nécessaires au suivi de l'exécution du marché.

Ces informations seront transmises par voie électronique dans un format exploitable (tableur). Les données recueillies ne feront l'objet d'aucune communication externe et n'ont vocation qu'à être utilisées dans le cadre du suivi interne à l'Etablissement.

7.2.2 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 27 du C.C.A.G s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent marché est à la charge du titulaire. la diminution des dépenses ne lui profite pas.

7.2.3 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Tout litige susceptible de s'élever entre l'EnvA et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Melun, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

8 FIN DU MARCHÉ

8.1.1 RESILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

9 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-FCS	OBJET
<u>1.7 et 1.7.2</u>	4.1 et 4.2.1	Pièces contractuelles
<u>6.1.15.1.1</u>	<u>9.23.7.2 et 3.8.2</u>	<u>Assurances Obligations générales des parties</u>

5.1.16.1.1	3.7.2 et 3.8.29.2	Obligations générales des parties <u>Assurances</u>
7.1	14.1.1 et 14.1.3	Pénalités